

tral lui interdisent de prendre unilatéralement toutes les mesures économiques qu'il voudrait.

M. Korchinski: Vous pourrez en reparler lors des prochaines élections fédérales.

M. Perrault: J'ai posé une question au sujet de ma propre province de la Colombie-Britannique. Ottawa est-il responsable des 300,000 jours-hommes de travail perdus en Colombie-Britannique l'année dernière dans des industries qui sont surtout de compétence provinciale, et des 11,800 années-hommes de travail perdues à cause de grèves encore de compétence provinciale? On n'a pas soufflé mot de la responsabilité du mouvement syndical au Canada, du monde des affaires, des municipalités et des gouvernements provinciaux. On se croit toujours bien inspiré en blâmant Ottawa de tout ce qui va mal, mais quand tout va bien, les gouvernements provinciaux et les autres paliers de gouvernement s'en attribuent le mérite. C'est la responsabilité du monde des affaires dont certains représentants préconisent la nécessité d'une entreprise libre et vigoureuse en temps de prospérité, tout en sollicitant fébrilement l'intervention de l'État dès que l'économie fléchit. Cette lutte contre le chômage appartient aussi au mouvement syndical et à ses chefs qui représentent la population active du Canada, car les exigences excessives que patrons et ouvriers imposent à l'économie ralentissent le progrès économique.

Dans une société libre, celle que nous professeurs tous vouloir maintenir, une société jouissant d'un degré maximum de liberté, même les gouvernements nationaux, malgré leurs pouvoirs, sont incapables de décréter l'emploi intégral, ce que l'opposition n'ignore pas. Elle en a fait état en 1961 et en 1962. Je ne reviendrai pas à cette époque, mais les comptes rendus en font foi. Nous pourrions avoir le plein emploi du jour au lendemain si les Canadiens étaient prêts à accepter que leurs vies soient réglementées à un point que la très grande majorité juge inadmissible.

M. Woolliams: Ne dites pas de sottises.

M. Perrault: L'opposition suppose-t-elle que les Canadiens verraient d'un bon œil l'établissement d'un bureau national de la main-d'œuvre, donnant des ordres directement aux chômeurs, leur disant, par exemple: «Vous partez pour les Territoires du Nord-Ouest à six heures, ou sinon...» Est-ce ainsi qu'on doit régler le problème du chômage? L'emploi intégral existe dans certains États où règne la dictature. Est-ce cela que nous voulons? L'opposition suppose-t-elle que les gouvernements nationaux peuvent manier des leviers magiques pour empêcher l'inflation américaine de pénétrer au Canada, le genre d'inflation qui, comme les économistes du NPD l'ont reconnu, vient des États-Unis?

Croyons-nous réellement que l'action fédérale puisse avoir des répercussions sur la quantité de bois de charpente qu'il faut pour construire des maisons dans la république située au Sud? L'opposition prétend-elle sérieusement qu'il n'y a aucun bon travailleur en chômage dans maintes régions de l'Est et de l'Ouest du Canada parce que les chantiers de construction se trouvent au sud? Je sais que mes amis juste en face, les socialistes, prétendent que la Suède est le foyer de la démocratie sociale. Permettez-moi de faire consigner au compte rendu ce qui suit:

[M. Perrault.]

M. Korchinski: Votre chef en est un.

M. Perrault: Voici:

Ce pays scandinave a fait passer le plein emploi en premier à un moment donné, sans se préoccuper de l'inflation qui en a résulté.

Maintenant, dans une volte-face spectaculaire, la Suède estime qu'il vaut mieux laisser croître le chômage que de risquer une forte inflation susceptible de conduire à une crise monétaire...

Les raisons de cette orientation vers une nouvelle politique deviennent évidentes si l'on considère le problème de l'inflation en Suède ces dernières années.

Résultat: augmentation des coûts qui se traduit rapidement par une majoration des prix. Le rythme de l'inflation en Suède s'est accentué de presque 5 p. 100 par an...

Le gouvernement travailliste, en Suède, confronté par une crise menaçante qui aurait pu le forcer à dévaluer la monnaie suédoise, a décidé d'accorder la priorité à la monnaie—et d'accepter un taux de chômage plus élevé.

Une voix: Quel est ce taux?

M. Perrault: L'auteur poursuit:

Tel que prévu, des mesures d'austérité furent adoptées. Le taux de chômage a augmenté... il représente le double de celui des années précédentes et il est le plus élevé depuis la fin de la guerre.

Et pourtant le gouvernement et les chefs syndicaux ont tout accepté avec un minimum de plaintes.

Il est facile de comprendre pourquoi on s'y est fait. Le coût de la main-d'œuvre a été stabilisé, et les prix varient très peu.

Une voix: Donnez-nous des chiffres.

M. Perrault: L'article poursuit:

L'idée de base de la nouvelle politique d'emploi est la création d'occasions d'emploi par une plus grande mobilité de la main-d'œuvre—par le transfert des travailleurs des régions de chômage à celles où les employeurs ont besoin de travailleurs...

De cette manière et de bien d'autres manières, les tribulations sociales dues au chômage ont été tenues au minimum.

Un démocrate social suédois a dit:

On ne peut réellement prévenir le chômage ou y remédier en mettant en œuvre des politiques inflationnistes. Nous savons cela d'après notre propre expérience. Il faut une approche beaucoup plus subtile pour éviter à la fois le suremploi inflationniste et le sous-emploi chronique.

Je ne dis pas parce que la Suède a connu cette expérience que nous devrions nous croiser les bras sous prétexte que nous sommes tous dans la même situation. A mon avis, le chômage actuel découle en grande partie de l'automatisation croissante dans l'industrie.

Des voix: Oh, oh!

M. Perrault: Monsieur l'Orateur, on craint de plus en plus, je pense, que l'automatisation, la nouvelle technologie et la cybernétique n'ait pas encore fait évoluer le système au point où les bénéfices qui en découlent passent dans la bourse de tous ces gens. Quand un très grand nombre d'hommes et de femmes sont mis à pied par suite de l'automatisation et que le ralentissement de l'économie ne permet pas à un autre secteur de l'économie de les absorber, ces hommes et ces femmes sont en droit de se demander: «Qu'est-ce que l'automatisation me réserve?»

Pourquoi l'existence d'ouvriers canadiens, qu'ils soient de London en Ontario, de la Saskatchewan, des provinces Maritimes, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario ou